



INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

L'Ukraine sous le coup d'un ultimatum des Etats-Unis pour accepter un « plan de paix » déséquilibré

Donald Trump a donné jusqu'au 27 novembre à Kiev pour consentir à l'accord proposé, largement favorable à la Russie. Les Européens, mis devant le fait accompli, s'efforcent de soutenir Volodymyr Zelensky et de faire des contre-propositions.

Par Claire Gatinois (Johannesburg, envoyée spéciale) et Piotr Smolar (Washington, correspondant)

Publié aujourd'hui à 06h00, modifié à 10h29 • Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors d'une allocution vidéo à la nation à Kiev. Photo fournie par le service de presse de la présidence ukrainienne, le 21 novembre 2025. PRESS SERVICE OF THE PRESIDENT OF UKRAINE / AP

L'Ukraine a jusqu'à la fête de Thanksgiving, jeudi 27 novembre, pour accepter le nouveau « plan de paix » américain. L'échéance est artificielle, trahissant l'impatience de la Maison Blanche. La menace, limpide. La proposition, complètement déséquilibrée, au profit de la Russie. La nouvelle supposée médiation américaine, concrétisée par un plan brouillon en 28 points et un autre document offrant des garanties de sécurité de type OTAN à Kiev, a été mise en œuvre dans le dos des Européens. Depuis sa révélation dans la presse en milieu de semaine, les pays de l'E3 (Royaume-Uni, Allemagne et France) sont entrés en gestion de crise. Ils se retrouvent, samedi 22 et dimanche 23 novembre en Afrique du Sud, pour un sommet du G20 déserté par les Etats-Unis.

Lire aussi | [EN DIRECT, guerre en Ukraine : J. D. Vance dénonce le « fantasme » d'une victoire obtenue grâce à « plus d'argent, plus d'armes ou plus de sanctions » américaines](#)



Le plan prévoit des concessions très douloureuses, voire inacceptables, pour l'Ukraine, à commencer par l'abandon de territoires supplémentaires, injustifié au regard de la situation sur le terrain. Les forces ukrainiennes devraient se retirer de la partie encore contrôlée dans la région de Donetsk, laissant place à une zone tampon démilitarisée mais, de facto, sous contrôle russe. Les régions de Kherson et de Zaporijia seraient divisées suivant la ligne de conflit. Une amnistie générale serait envisagée pour les deux parties, empêchant les civils ukrainiens, victimes de viols, de tortures ou d'enlèvements, de réclamer justice.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Dans une formule incompréhensible, le texte dit qu'il serait « *attendu* » de la Russie qu'à l'avenir, elle n'enverrait pas un voisin, tandis que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ne s'élargirait plus. La taille de l'armée ukrainienne serait considérablement réduite, à 600 000 hommes (contre 800 000 actuellement). Un sacrifice unilatéral même si, de façon automatique, une cessation du conflit dégonflerait les effectifs mobilisés.

Lire aussi |  [Volodymyr Zelensky, en pleine tourmente politique, reste prudent sur le « plan de paix russo-américain](#)



Sur un plan financier, les intérêts américains seraient consolidés, car 100 milliards de dollars (86 milliards d'euros) d'avoirs russes gelés seraient investis dans des projets de reconstruction et d'investissement en Ukraine, sous la conduite des Etats-Unis, qui recueilleraient 50 % des bénéfices escomptés. L'Europe ajouterait 100 milliards de dollars d'investissement.

Tordre le bras

En ce qui concerne les garanties de sécurité, envisagées pour dix ans renouvelables, un texte à part les présente comme modelées sur « *les principes de l'article 5* » de l'OTAN, qui prévoit une solidarité entre Etats membres de l'Alliance, en cas d'agression extérieure. Une violation significative des termes de l'armistice par la Russie porterait atteinte à « *la paix et la sécurité de la communauté transatlantique* », ouvrant un éventail de réponses. Mais les garanties pour l'Ukraine tomberaient, si Kiev violait les termes de l'accord.

Ces garanties demeurent donc vagues, sans précisions sur le déploiement de forces américaines en Europe et le renforcement de l'armée ukrainienne. Mais la Maison Blanche considère qu'une demande essentielle de Kiev serait ainsi remplie, justifiant les autres sacrifices exigés par le plan.

Lire aussi |  [Guerre en Ukraine : fragilisé par un scandale de corruption et par l'avancée russe, Volodymyr Zelensky cherche du soutien auprès de ses alliés](#)



Donald Trump est exaspéré par le temps et les efforts investis dans cette guerre qu'il prétendait régler en un claquement de doigts. Le président américain continue de penser que la seule façon de précipiter une issue est de tordre le bras de la partie jugée la plus faible. Or le scandale majeur de corruption dans l'entourage de Volodymyr Zelensky place le président ukrainien dans une situation précaire. La société civile, très sensible à la lutte contre la corruption, réclame le renvoi de son puissant bras droit, Andriy Yermak.

« *Il existe une illusion selon laquelle il suffirait de donner plus d'argent, plus d'armes ou plus de sanctions pour remporter la victoire. La paix ne sera pas l'œuvre de diplomates incompétents ou de politiciens vivant dans un monde imaginaire. Elle pourrait être l'œuvre de personnes intelligentes, ancrées dans la réalité* », a commenté, vendredi, sur X, le vice-président américain, J. D. Vance.

« *Ce plan est une rédaction américaine* », soupirait, dans la soirée, un diplomate français, reconnaissant que les Européens ont été tenus à l'écart. Certaines formulations indiquent également une dictée russe, comme ce passage du point 20, stipulant que « *toute idéologie et activités nazies doivent être rejetées et prohibées* ». L'un des axes constants de la propagande russe consiste à présenter le « *régime* » ukrainien comme étant « *nazi* ». L'expression la plus déroutante est sans doute cette idée d'un « *dialogue* » entre « *la Russie et l'OTAN, sous la médiation des Etats-Unis* ». Comme si l'administration américaine était un acteur extérieur à l'Alliance atlantique, alors qu'elle en est le

centre névralgique.

Allocution au ton sombre

Le vice-président américain, J. D. Vance, s'est entretenu pendant près d'une heure, vendredi, avec Volodymyr Zelensky. Celui-ci est resté très prudent, pour ne pas dénier la Maison Blanche et être tenu pour responsable de l'échec de cette médiation. « *Nous nous sommes mis d'accord pour continuer à travailler avec les Etats-Unis et l'Europe, au niveau des conseillers pour la sécurité nationale, pour rendre vraiment faisable le chemin vers la paix* », a-t-il écrit sur X.

Le président ukrainien a également enregistré une allocution au ton sombre à l'attention de son peuple. « *Nous vivons l'un des moments les plus difficiles de notre histoire*, a-t-il reconnu. *La pression sur l'Ukraine a rarement été aussi forte.* » Selon lui, le pays se trouverait face à « *un choix très difficile* », qu'il présente ainsi : « *Perdre sa dignité ou risquer de perdre un partenaire majeur* ». Sa conclusion : « *L'Ukraine est actuellement le seul bouclier qui sépare la vie confortable des Européens des plans de Poutine.* »

Lire aussi |  [Guerre en Ukraine : Russes et Américains négocient de nouveau dans le dos des Européens](#)



Selon la chorégraphie désormais habituelle, en cas de mouvement unilatéral américain, Kiev s'est rapproché des principaux pays européens, en format E3. Volodymyr Zelensky s'est entretenu, vendredi à la mi-journée, avec le premier ministre britannique, Keir Starmer, le chancelier allemand, Friedrich Merz, et Emmanuel Macron. « *On fera comme d'habitude*, relativisait un diplomate français. *Ce n'est pas la première fois qu'un tel niveau de pression existe. On examine ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. On fera des contre-propositions.* »

En marge du G20, les E3 imaginent pouvoir remodeler le plan de l'administration Trump. Mais faut-il se rendre en catastrophe à Washington, où ils ne seraient pas forcément bien reçus ? Se précipiter à Kiev, pour afficher son entière solidarité avec l'Ukraine ? Une nouvelle fois, les Européens subissent les événements plutôt qu'ils ne les provoquent.

Donald Trump très impatient

Dans la soirée de vendredi, le chancelier allemand s'est entretenu par téléphone avec le président américain. Une discussion « *engageante* », a-t-il résumé sur X. A Johannesburg, où il assistait à une cérémonie en hommage aux Français ayant contribué à la lutte contre l'apartheid, Emmanuel Macron rappelait que « *ceux qui vivent sont ceux qui luttent* ». Des discussions se nouent au niveau des conseillers diplomatiques. « *Notre position, c'est déjà d'être à la table* », explique-t-on à Paris, rappelant que différents points du plan impliquent directement les Européens, comme les garanties de sécurité offertes ou la perspective pour l'Ukraine d'avoir accès au marché européen. Mais quelle est la marge de manœuvre pour infléchir les termes du plan sans provoquer une rupture transatlantique historique ?

A Moscou, sans entrer dans les détails, Vladimir Poutine a approuvé l'existence du document, estimant qu'il pouvait « *servir de base à un règlement pacifique définitif* ». Il « *faudra bien* » que cette initiative convienne à Volodymyr Zelensky, sinon les deux parties « *devront continuer à se battre* », a lancé Donald Trump, vendredi, dans le bureau Ovale, où il recevait le maire élu de New York, Zohran Mamdani.



La dernière rencontre entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump à la Maison Blanche, le 17 octobre, avait laissé entrevoir une forme de rechute américaine. L'administration semblait à nouveau adopter une position équidistante entre Moscou et Kiev, assurant que le Kremlin voulait la paix. La veille, Donald Trump s'était entretenu avec Vladimir Poutine, une conversation qui aurait permis, selon lui, de « *grands progrès* ».

Volodymyr Zelensky a ensuite raconté cette visite aux pays de l'E3 : le président américain aurait été très impatient, ignorant les cartes d'état-major que le président ukrainien avait apportées. Selon nos informations, un déplacement de J. D. Vance était alors envisagé en Ukraine, plus précisément à Lviv, en parallèle des discussions prévues entre le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, et son homologue russe, Sergueï Lavrov. Des échanges devant précéder un nouveau sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine à Budapest, après l'échec d'Anchorage (Alaska), le 15 août.

Alternative catastrophique

Ces préparatifs n'ont rien donné. Depuis dix mois, ni Donald Trump, ni J. D. Vance, ni Marco Rubio ne se sont rendus à Kiev. Seul le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, y est allé, ainsi que l'envoyé spécial, le général Keith Kellogg, sur la touche dans les négociations. Conscient de ce déséquilibre dans l'approche américaine, les Européens se sont activés depuis un mois pour fournir des idées à l'administration.

La Finlande a mis en avant un plan en 20 points, avec comme priorité d'instaurer un cessez-le-feu, au moins dans les airs. Les pays de l'E3, eux, ont travaillé sur leur propre copie, en deux parties. La première consistait à préciser les paramètres d'un règlement du conflit. La seconde, à traduire en termes juridiques les garanties de sécurité espérées par l'Ukraine. Mais les Européens n'ont pas pris l'initiative de rendre leur travail public, restant dans un cadre traditionnel de concertation avec Washington.



Au cours de la première semaine de novembre, le conseiller à la sécurité nationale britannique, Jonathan Powell, s'est rendu aux Etats-Unis. Il a rencontré, à Miami (Floride), Steve Witkoff, envoyé spécial de Donald Trump, à l'origine du projet de plan avec Kirill Dmitriev, président du Fonds d'investissement direct russe et principal négociateur au nom du Kremlin. Le Britannique et le promoteur américain ont une étroite relation de confiance, les deux hommes ayant notamment beaucoup échangé sur le plan de paix américain pour la bande de Gaza. Jonathan Powell a transmis les documents de l'E3 à son interlocuteur, qui n'a rien dit, lui, du document secret alors en gestation. Frédéric Mondoloni, le directeur politique du Quai d'Orsay, s'est à son tour rendu à Washington, la semaine passée. Ses interlocuteurs n'ont pas été plus loquaces.

La révélation du document en 28 points a provoqué un emballement de tous côtés. Le secrétaire à l'armée américain, Dan Driscoll, a été dépêché à Kiev avec plusieurs généraux de haut rang, pour forcer la main des Ukrainiens et les placer devant une alternative catastrophique : accepter le plan américain dans ses grandes lignes ou bien renoncer aux livraisons d'armes et à la fourniture de renseignements par le Pentagone. « *C'est une paix qui mène à la guerre* », soupire une diplomate ukrainienne.